rédacteurs/rédactrices : Des enseignant.e.s du lycée Paul Eluard, Saint-Denis (source : Aggiornamento)

Jeudi 19 mars 2015, les enseignant.e.s du lycée P. Eluard (93) ont été informé.e.s par leurs représentants au CA qu'une commission déléguée par le Sénat se rendrait dans leur établissement pour rencontrer différents acteurs de l'Education Nationale, accompagnée de la Rectrice. Le proviseur avait en effet demandé aux listes représentées au C.A. de désigner 1 ou 2 enseignant.e.s, et proposé à quelques collègues « investi.e.s » de participer à la rencontre. Il avait fait de même auprès des parents d'élèves et des élèves. A aucun moment l'intitulé exact de la commission, ni même son mode de fonctionnement n'ont été délivrés aux enseignants, pas plus qu'à la direction de l'établissement.

Intriguée par les formes et les motifs d'une visite pour le moins inhabituelle et précipitée, une enseignante a découvert et communiqué les grands traits des formes et des motifs de création de la commission d'enquête parlementaire « sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignant.e.s dans l'exercice de leur profession ».

Créée à l'initiative du groupe UMP après les attentats des 7-9 janviers, avec comme objectif de faire la lumière sur une supposée sous-estimation des incidents relatifs à la minute de silence, cette commission a, dans sa forme comme dans ses moyens d'action, suscité de vives discussions au sein du Sénat lui-même. De facto, faire enquêter les sénateurs –avec ce que cela implique de pouvoirs de citation et de délivrance de documents- instaure un rapport de méfiance avec le corps enseignant.

En outre, les auditions de Jean Baubérot ou de Jean Louis Boissinot ne peuvent masquer l'engagement largement conservateur de la plupart des personnes auditionnés. Alain Finkielkraut, Henri Pena-Ruiz, Jean Pierre Obin, Luc Chatel, Luc Ferry, Jean Pierre Chevènement, Alain Gérard Slama, François Xavier Bellamy, Gabrielle Desramaux partagent une même méfiance envers une école résolument tournée vers l'apprentissage de l'esprit critique, et prônent –certes à des degrés divers- un retour à une école normative, prescriptive, puisant dans le roman national les justifications de cette orientation réactionnaire.

Ainsi éclairé.e.s sur les formes réelles de la visite présentée, de nombreux enseignant.e.s ont décidé de ne pas cautionner une telle entreprise, et ont mandaté leurs représentant.e.s pour le faire savoir, par le communiqué qui suit. Sa lecture a suscité des réactions peu aimables voire méprisantes de certains membres de la commission, qui ont alors refusé de s'adresser "aux syndicalistes". La représentante des parents ayant décidé de s'associer à la démarche des enseignants, les membres de la commission se sont tournés vers la rectrice, deux des proviseurs, un enseignant présent en son propre nom et un élève, pour finalement se satisfaire, dans leurs conclusions, de ce que ces entretiens confirmaient leur point de vue initial. Ils ont ainsi justifié a posteriori la dimension idélogique de leur démarche, ne se rendant pas au contact des enseignants pour tenter de cerner, dans toutes leurs complexités, les réelles difficultés qu'ils rencontrent, mais bien pour y justifier un positionnement rétrograde sur la République, l'école ou la laïcité.

Le communiqué lu par les enseignant.e.s :

Mesdames, Messieurs,

Nous nous adressons à vous en tant qu'enseignants représentant le snes et sud dans notre lycée -représentations majoritaires - et dans la logique du mandat que nous ont donné nos collègues.

Après avoir pris connaissance des conditions de création, des objectifs et des modalités de

fonctionnement de la commission dont vous faites partie, nous refusons d'être entendus, car nous ne souhaitons pas cautionner une démarche qui a toutes les apparences d'un piège, d'un jeu de dupes et d'une entreprise idéologiquement réactionnaire.

Piège, parce que nous ne sommes pas auditionnés au sens juridique du terme, et que dès lors nous n'avons aucune garantie ni aucune certitude quant à la forme et à l'usage qui seront donnés à nos propos. Piège parce que nous représentons des gens que nous n'avons pas pu consulter tant les délais sont courts. Piège enfin, parce que nous n'aurons aucun droit de réponse alors que le rapport de cette commission a valeur d'expertise.

Jeu de dupes parce que nous assistons depuis plus de dix ans à un rétrécissement drastique des moyens alloués à l'école publique, que ce soit en terme de personnels ou de formation, doublé d'une suspicion systématique quant à l'investissement et aux compétences des enseignants, et dont cette « commission d'enquête » n'est qu'une manifestation parmi d'autres. Oui, nous avons des difficultés à enseigner, mais elles tiennent au chômage de masse dont les familles de nos élèves souffrent tous les jours, aux discriminations dont ils sont victimes, à l'insuffisance de médecins, de logements décents en Seine Saint Denis. Nous refusons que ces difficultés soient instrumentalisées au profit d'un discours visant à stigmatiser la jeunesse de St Denis.

Entreprise idéologiquement réactionnaire enfin, parce que les discussions dûment transcrites entre les personnes auditionnées et les membres de la commission, dont nous avons pris connaissance sur le site du sénat, sont émaillées de propos qui ne laissent aucun doute sur les arrières-pensées politiques qui les sous-tendent. Nous n'ignorons pas ce qui a motivé la formation de cette commission, à savoir l'existence de propos antisémites ou de réactions d'hostilité lors de la minute de silence qui a suivi les attentats du 7 janvier. Mais nous n'enseignerions pas à St Denis si nous n'avions pas confiance dans nos élèves et s'ils n'avaient pas confiance en nous. Nous n'entendons pas confondre la formation des esprits, nécessairement complexe, émaillée de questionnements et de remises en cause, avec les symptômes d'une soi-disant désaffection républicaine généralisée. Nous accompagnons nos élèves dans la formation de leurs savoirs, condition de leur liberté, et refusons la mise au pas républicaine qui se profile . Nous nous honorons de former l'intelligence et la culture de futurs citoyens, libres d'adhérer aux valeurs de la République, capables d'en comprendre la portée, et même de les critiquer rationnellement. Et ce n'est pas en arrachant des foulards à l'université qu'on fera adhérer les enfants de la République à ses valeurs, c'est en protégeant la liberté de conscience de chacun, ce qui est l'objectif de la laïcité.

Nos élèves, anciens, actuels et à venir, sont la France, celle qui crée, celle qui partage, celle qui inspire, celle qui invente. Plutôt que de vous alarmer de la disparition d'une autorité qui, pourtant, sourd avec violence dans les rapports sociaux comme dans les représentations collectives que vous assignez à nos élèves, faites donc une place à cette jeunesse de notre république.

Merci de nous avoir écouté. Nous n'avons pas mandat pour répondre à vos questions.

Nous appelons tous les établissements scolaires qui seraient invités à participer à ce simulacre de dialogue à le refuser également. »

Des enseignant.e.s du lycée Paul Eluard, parmi lesquels les collègues élus du snes et de sud-éducation.

NDLR :

– Les auditions au sénat : http://pdf.lu/yBfO

Citations choisies :

“La crise des vocations vient de la nouvelle situation réservée aux professeurs et cette situation est en lien évident avec le nouveau public scolaire, donc avec l’immigration” (Alain Finkielkraut)

” Avec l’immigration de peuplement (sic) , d’autres héritages et d’autres généalogies entrent massivement à l’école. Que faire ? L’école hésite, d’autant plus qu’à la différence de Renan, elle a partiellement honte de son héritage. Le XXe siècle nous sépare de la Conférence de 1882 et représente une sorte de trou béant. Le XXe siècle est en effet celui du nationalisme débridé, du totalitarisme et de la violence coloniale. Dès lors, un mot est devenu tabou : c’est le terme d’assimilation”